



Ville de Cannes

CABINET DU MAIRE

DISCOURS

Allocution de

Monsieur David LISNARD

Maire de Cannes

Président de l'Agglomération Cannes - Lérins

Vice-Président du Conseil général des Alpes-Maritimes

**à l'occasion de la cérémonie du souvenir
lors de la Fête nationale française**

*

* *

Dimanche 14 juillet 2019
à 10 heures 30

*

* *

**Monument aux Morts
Hôtel de Ville**

Version provisoire – seul le prononcé fait foi

Mesdames et messieurs,
Chers amis,

La date du 14 juillet doit être pour tout Français, au-delà de la référence historique de la prise de la Bastille par le peuple de Paris, un moment de communion nationale. Un moment où chacun vient puiser à une histoire commune, à des valeurs communes, à un destin commun.

C'est cela la Nation. Le commun que nous fêtons.

1. 1789 – 2019 : la marche de l'histoire

La célébration de la fête nationale de la France est pour nous aussi l'occasion d'honorer la mémoire de tous ceux qui ont fait la grandeur de notre pays au cours des siècles passés. Car la France n'est pas née hier, elle n'est pas née en 1789 ou en 1790 à l'occasion de la fête des Fédérés. Elle a deux-mille ans.

L'époque révolutionnaire qui vit le basculement de notre pays de la monarchie à la République, non sans tragédies, têtes coupées et période de terreur, est précédée d'une longue, belle, parfois tumultueuse, histoire.

L'ère gallo-romaine en donne les prémices par une façon d'aménager les espaces et surtout de concevoir le droit. Puis la monarchie bien sûr, depuis ses origines mérovingiennes à la naissance de l'Empire, a contribué à façonner notre pays, sa culture, ses lettres, sa langue, sa poésie, ses paysages, son patrimoine, ses territoires, son agriculture, son économie, ses traditions locales jusqu'à, paradoxalement, sa philosophie des Lumières.

Et si nous réaffirmons ici, au pied de ce monument qui porte la glorieuse litanie des Cannois sacrifiés pour la Nation, notre attachement aux valeurs fondamentales de la République sortie des ruines de la Bastille, nous n'oublions pas l'apport civilisationnel, spirituel, culturel apporté par les règnes et les républiques qui se sont succédé depuis Clovis jusqu'à nos jours.

C'est cette histoire ininterrompue, nourrie d'un idéal de liberté sous-jacent que la Révolution a mis en exergue, qui, au cours des guerres endurées, guida les pas de nos aînés, inspira leur patriotisme, comme elle doit guider désormais les nôtres. Réaffirmons, à la fois avec fierté et sans arrogance, notre appartenance à la France, à ce peuple, à cette grande nation, à cette civilisation qui nous a mis au monde.

La terre de France est riche d'une culture, d'une histoire et d'un destin exceptionnels qui font aujourd'hui encore l'admiration et l'inspiration de nombreux pays à travers le monde. Et, oui, nous avons à en être fiers, à enseigner cette époque à nos enfants dans sa globalité, avec sa part d'ombre et de lumière, à l'assumer et ne pas en avoir une lecture restrictive ou culpabilisante comme certains s'y emploient régulièrement.

En 2018, l'historien Jean-Christophe Petitfils écrivait très justement dans son Avant-propos à :

L'histoire de la France – Le vrai roman national : « Quelques enfants égarés de Clio, sans doute intoxiqués par les récupérations politiciennes et l'instrumentalisation du « devoir de mémoire » par la morale, voudraient, dans une bonne conscience absolue, réduire notre destin à un affrontement manichéen des forces du Bien et du Mal et faire de son enseignement un cours de repentance permanent, invitant les collégiens à n'en retenir que les pages les plus sombres : l'esclavage, les traites négrières, les ravages de la colonisation, le régime de Vichy..., toujours dans le registre convenu de l'indignation, de la compassion et du dolorisme communautaire. »

Nous pouvons voir là, entre autres, la conséquence de cinquante ans relativisme culturel qui a peut-être connu son apogée avec les réformes surréalistes d'une ministre de l'Education nationale, du précédent gouvernement, qui trop souvent confondait sa mission avec celle d'obscurs chargés de programmes scolaires, avec celle d'historiens.

Or, sur les dalles de bronze et de marbre, qui ornent notre monument aux morts, sont gravés des noms de ceux qui, au fil du temps et des conflits, ont porté, jusqu'au bout de leur vie cette belle identité française dans sa globalité, son histoire et les valeurs qui l'ont inspirée. Elle est là la réalité. Les morts pour la France ne sont pas une vue de l'esprit, mais une réalité humaine, inscrite par le sang du sacrifice dans les familles françaises, et constitue aujourd'hui autant de pierres d'achoppement contre l'oubli ou la relecture de l'histoire.

Comment ne pas éprouver, dès lors, admiration, reconnaissance et gratitude à l'égard de ceux qui ont ainsi illustré et illustrent encore ce qu'est « être Français », ce sentiment d'appartenance et qui transcende, selon notre acception républicaine, les origines, les croyances, et conditions sociales, nos combattants, nos patriotes, nos soldats de carrière, ceux d'hier et d'aujourd'hui, de Bouvines à Verdun, de Valeny à Bir-Hakeim ? Je pense à nos Lafayette, Bonaparte, nos Clémenceau, De Gaulle, Leclerc, De Lattre de Tassigny, nos armées de Terre, de l'Air et de Mer, garantes de notre sécurité, de notre paix et de notre indépendance.

Je pense aujourd'hui à notre armée, tous nos soldats, nos forces de l'ordre et de sécurité, qu'ils soient particulièrement fêtés en ce jour et assurés de notre soutien, de notre attachement, de notre gratitude dans leur difficile mission.

Je pense notamment à tous ceux qui sont mobilisés contre le terrorisme islamiste, à l'intérieur du pays comme en opération extérieures, et dont l'engagement est si précieux et exigeant pour notre sécurité.

L'ennemi, y compris lorsqu'il fut enfant de la patrie contre laquelle il a retourné les armes en embrassant le drapeau noir de Daesh, doit être jugé là où il a commis ses crimes et l'Etat français n'a pas, à mon sens, à interférer avec la justice souveraine de l'Irak ou de la Syrie, quelle que soit la peine prononcée contre des

djihadistes qui tout à coup éprouveraient le souvenir d'être français. De même que nous aspirons au respect de notre vie démocratique, de même nous devons en la matière respecter l'indépendance judiciaire de ces pays souverains qui ont tant lutté, et je pense notamment aux forces arabo-kurdes, pour libérer leur territoire avec l'aide de la coalition internationale.

Comment ne pas se sentir aussi redevable et surtout responsable de cet héritage séculaire pour lequel ont combattu tant d'anonymes au gré des appels de la France, rien qu'au siècle dernier : nos Poilus, nos Résistants, nos Forces Françaises Libres, nos maquisards, nos glorieux soldats d'Afrique ?

Depuis 1789 et sa déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la France porte en son sein la permanente modernité de sa devise de liberté, d'égalité, de fraternité. Des valeurs universelles inspirées directement de notre tradition judéo-chrétienne et que la France a eu l'ambition de diffuser à travers le monde.

Aujourd'hui, nous célébrons justement le triomphe de ces valeurs de Liberté, d'Égalité et de Fraternité qui ont servi de fondation à notre République. Il aura fallu trois ans, après la chute de La Bastille et de la couronne, trois ans de luttes, de basculement, de tragédie, pour qu'en 1792 la République soit proclamée. Depuis, elle garantit à chaque citoyen les mêmes droits et exige de tous les mêmes devoirs.

Elle disperse et efface les distinctions sociales, culturelles et religieuses dans l'harmonie de ses préceptes à partir desquels chacun peut et doit trouver sa place dans la communauté nationale, quelles que soient ses convictions profondes, ses traditions, ses origines ou sa condition. Quel bel idéal ! Fragile, vital !

Voilà le sens et la réalité profonde de notre République que nous célébrons aujourd'hui à l'occasion de notre fête nationale. Une République inclusive et non pas exclusive, à condition qu'on la respecte, qu'on en observe le pacte commun et qu'on ne cherche pas à l'adapter à ses intérêts personnels, communautaires, particuliers.

Voilà le sens de nos emblèmes, de notre drapeau bleu, blanc, rouge. Voilà le sens de l'engagement et du sacrifice consentis par nos aïeux, au son de la Marseillaise, chaque fois que la Nation fut menacée et éprouvée par le malheur.

Au moment de saluer leur mémoire et leur mérite, de penser à tous ces noms, ces grands noms, qui ont fait l'histoire, la grande histoire de France, au moment de revoir ces visages familiers de parents, d'amis ou de compagnons de combat, n'ayons pas peur de contempler le visage de la France qui les transcendait, le regard de cette France que certains oublient parfois d'aimer, le regard de cette France dont le génie, malgré les crises et les tragédies, a toujours été à l'origine d'une espérance nouvelle, d'un renouveau permanent.

Et aujourd'hui, en 2019, l'enjeu reste le même. Il est même plus brûlant : au cœur de la mondialisation, à l'ère numérique, où les anciens blocs géopolitiques et idéologiques sont tombés et de nouvelles puissances émergent : l'enjeu est bien de défendre l'héritage de notre Nation, permettre à chacun de se l'approprier, de s'y identifier et d'en vivre.

Or, nous assistons bien souvent à des démonstrations de l'éclatement de notre société, à l'explosion des revendications communautaristes, au repli identitaire qui en découle souvent. Notre urgence, notre devoir, la mission même, selon moi, de tout élu, est de refaire communauté nationale. Il est là le message du 14 juillet.

Refaire communauté nationale, considérer, en toute circonstance, que la République est une et indivisible, qu'elle s'impose avec ses lois et ses droits à toute autre référence, qu'elle apporte à chacun la liberté, l'égalité ou autrement dit la justice, et la fraternité sous réserve d'une citoyenneté responsable, d'une citoyenneté respectueuse, une citoyenneté protectrice par ses droits mais aussi émancipatrice car réconciliée avec ses devoirs.

Vous avez vu, comme moi, avant-hier, ces images d'un collectif dit « **Gilets noirs** » qui a envahi le Panthéon, scène encore une fois surréaliste, pour réclamer la régularisation des migrants sans papiers. Bien sûr que nous sommes sensibles à la situation de ces hommes qui fuient la guerre ou la misère. Ils vivent souvent un drame. Mais il ne suffit pas de poser le pied dans un pays pour automatiquement disposer de ses droits. Il y a des règles, des procédures. Si celles-ci doivent être améliorées, accélérées, elles ne doivent pas manquer pour autant de faire autorité. Et lorsque une situation est reconnue irrégulière et bien la personne doit quitter le territoire national c'est aussi simple que cela. Cela ne fait pas de nous des monstres, mais une Nation responsable. Et c'est une condition indispensable d'une bonne insertion dans la communauté nationale.

Et franchement, il y a meilleure manière pour s'intégrer dans un pays que de commencer par attaquer ses symboles, ses sanctuaires républicains, tel le Panthéon qui honore les grands hommes de la patrie.

2. L'urgence de notre époque : refaire communauté

Oui, mes chers amis, l'enjeu de notre temps, de plus en plus rongé par des forces centrifuges, est de refaire communauté.

De sortir des revendications particulières, pour retrouver le sens du bien public, c'est-à-dire de l'intérêt général, une vision collective, le sens du civisme qui s'oppose à l'infantilisation de la société et fait de chaque individu un coresponsable de la chose publique et non pas un simple consommateur.

La Grèce antique a donné le sens du politique qui est de gérer la cité. J'ajouterais de créer du lien, de donner du sens, une ambition, une vocation collective sur le territoire. Je crois à la force des communes car elles sont le maillon le plus concret, le plus accessible pour le citoyen. A ce titre, le plus efficace dans l'action de la responsabilité publique. C'est pourquoi il est essentiel de garantir la présence des services publics au cœur des territoires décentralisés.

Qu'on laisse travailler les maires, qu'on les contrôle est tout à fait normal, que l'on sanctionne ceux qui sortent des clous est nécessaire, mais donnons-leur la souplesse administrative de pouvoir travailler au service de leurs concitoyens. Le pouvoir de la mairie c'est le vôtre, car selon la belle formule de Tocqueville : « C'est pourtant dans la commune que réside la force des peuples libres. Les institutions communales sont à la liberté ce que les écoles primaires sont à la science ; elles la mettent à la portée du peuple. »

Refaire communauté, c'est être indépendant et souverain d'abord sur le plan **économique et financier**.

Dans un pays dont la dette publique atteint 100% du PIB, où la dépense publique ne cesse de creuser les déficits à hauteur de 40 000 euros par seconde et 56,5% du PIB ce qui constitue un record dans le monde, où les PO dépassent les 45% de la richesse produite, c'est entrer dans un cycle vertueux de gestion financière, comme nous l'avons fait à Cannes, en protégeant les contribuables en n'augmentant pas les taux d'imposition locaux, en ne créant aucune fiscalité additionnelle avec l'intercommunalité, en ne remettant pas en cause les abattements, en diminuant les dépenses courantes chaque année depuis 2014, en baissant la dette de 55,51 millions d'euros pour préserver les générations futures, en investissant dans le même temps dans l'amélioration du cadre de vie et les équipements pour préparer l'avenir de nos enfants.

Refaire communauté, dans un pays rongé comme nous venons de le voir par **l'incivisme et la délinquance**, que ce soit dans les transports en commun, sur l'espace public, dans le rapport à l'autre, à l'institution, à l'uniforme, cet incivisme dont le philosophe Michel Onfray déclarait qu'il est « le début de la barbarie », c'est affirmer clairement le rejet de tout comportement qui porte atteinte au collectif par l'égoïsme de quelques-uns. C'est très concrètement sensibiliser, informer, éduquer et sanctionner ceux qui salissent, qui cassent, qui dégradent le mobilier urbain, qui insultent, qui agressent verbalement ou pire physiquement une autre personne, c'est faire un choix de société et dès lors se donner les moyens de le vivre. A Cannes, depuis 2014, nous avons dressé 75 000 PV pour incivisme que ce soit pour non ramassage de déjections canines, jets de détritus, stationnement gênant, dépôts sauvages de déchets, bruits excessifs, outrages à agents. Nous avons créé des ateliers de formation dans les écoles menés par les agents de la Police municipale, un accueil de service civique dans les services de la Mairie pour de jeunes Cannois, lutter contre la pollution des mégots, mis en place un plan propreté pour plus d'efficacité, étendu le réseau de vidéoprotection à 639 caméras, multiplié les flagrants délits de dépôts sauvages.

L'incivisme est une nuisance, une infraction qui entache notre qualité de vie, nuit à l'attractivité de notre ville et aux contribuables qui en supportent le coût. C'est un bras d'honneur aux autres, un abandon de soi, un délitement collectif, l'exact contraire de ce que doit être l'esprit de la République.

La liberté, ce n'est pas faire ce que l'on veut, comme on veut, où on veut, quand on veut. La liberté ce n'est pas transgresser les règles communes au profit d'un passe-droit particulier. La liberté ce n'est pas faire n'importe quoi n'importe où. La liberté, c'est l'exercice de sa responsabilité.

Refaire communauté, dans un pays où s'expriment justement avec de plus en plus de détermination des forces centrifuges à travers des **revendications communautaristes** qui rompent avec l'esprit même d'unité de la République, comme à Grenoble où des militantes islamistes ont organisé une baignade en burkini devant les médias à la piscine municipale, c'est avoir le courage d'affirmer ce que nous sommes et ce que nous ne sommes pas, c'est avoir le courage de la fermeté, de tenir des règles qui s'appliquent à tous, sans exclusive.

Nous avons à Cannes, pris des mesures en ce sens dans le cadre notamment du règlement intérieur d'utilisation des installations sportives pour lutter contre de telles réclamations dans un souci de laïcité. Le Festival Vivre Ensemble à Cannes a également, par le dialogue interreligieux mené entre les différents cultes, contribué à l'ouverture, au rapprochement, au dialogue entre les cultures religieuses.

Mais à la manière de l'ancien président du Conseil, Aristide Briand, je dirais que « la loi doit protéger la foi, aussi longtemps que la foi ne prétendra pas dire la loi ». La laïcité est un vieux débat dans notre pays, ouvert par Henri IV avec l'Edit de Nantes et clôturé en 1905 par la loi de séparation des Eglises et de l'Etat. La messe est dite.

Et faisons partout respecter la laïcité.

Refaire communauté, c'est l'exact contraire des scènes auxquelles nous avons assisté dans plusieurs villes de France, y compris à Cannes dans le quartier République, jeudi soir, à l'issue de la **qualification de l'Algérie en demi-finale de la CAN**. Des scènes de violences, violence urbaine, des scènes de saccages de commerces, de dégradations de biens publics, de rapports de force avec les services de police. 74 interpellations dans toute la France, 20 policiers blessés.

Si la joie et la liesse de supporters sont tout à fait acceptables et normales, le prétexte à la casse, à la brutalité, à la haine de l'autorité républicaine, doit être lourdement sanctionné et empêché dans un pays où la liberté a pour corolaire naturel le respect, la responsabilité.

Refaire communauté, dans un pays où les agressions et violences aux personnes ont augmenté de façon significative en 2018, où les trafics prospèrent dans certaines banlieues françaises devenues de véritables zones de non-droit, où les forces de l'ordre ou de secours sont parfois attirés dans de véritables guet-apens comme à Evry en septembre 2018, à Juvisy en février dernier, à Goussainville en mai dernier, c'est rappeler que la loi de la République s'applique à tous, sur tout le territoire, dans tous les quartiers, et empêcher de véritables mafias de s'y installer et d'y prospérer.

A Cannes aussi la problématique se pose, et après de nombreuses interventions auprès de l'autorité judiciaire, j'ai le plaisir de vous informer aussi avoir obtenu du nouveau procureur de la République, outre les SLIC menés de façon quasi hebdomadaire, **la mise en place d'un Groupement Local de Traitement de la Délinquance** mobilisant, au-delà des forces de l'ordre nationale et municipale, la Direction des Finances Publiques, les bailleurs sociaux, les services judiciaires, pour lutter contre les trafics de stupéfiants et la délinquance des mineurs, notamment dans les quartiers de Ranguin et de La Frayère, pour identifier et poursuivre les trafiquants, organiser des perquisitions ciblées, passer au crible la situation fiscale d'après le train de vie des suspects, lancer le cas échéant des procédures d'expulsion des logements sociaux. C'est tout simplement réaffirmer l'autorité républicaine là où des petits caïds de quartier recrutés par de véritables organisations du banditisme ont décidé de faire leur loi.

Refaire communauté, dans une France aux paysages marqués par le génie des bâtisseurs avec ses Châteaux de la Loire, Versailles, villages, ses places, ses clochers, c'est prendre soin de notre patrimoine, le valoriser, pour le transmettre car si nous en sommes les héritiers, les dépositaires momentanés sur ce qu'ils disent du pays, de son histoire, notre histoire, d'un art de vivre porté en civilisation de l'échange, de la convivialité, de sociabilité.

Nous en sommes aussi des transmetteurs aux générations futures. C'est entre autres pour cela qu'à Cannes nous avons lancé un **Plan Eglises** pour entretenir les bâtiments communaux dédiés au culte comme **Notre-Dame d'Espérance, Notre-Dame de Bon Voyage, la Chapelle de la Miséricorde, la Chapelle Saint Cassien**, mais aussi des monuments qui ne sont pas propriété communale mais appartiennent à l'identité de tous les Cannois tel que le monastère Fortifié de l'abbaye de Lérins ou la chapelle Saint Sauveur, pour un investissement total programmé depuis 2014 jusqu'en 2025 de plus de 3,4 millions d'euros. Autre élément de notre identité et de **notre patrimoine, le Fort Vauban sur l'île Sainte-Marguerite** que nous réhabilitons avec une enveloppe budgétaire de plus de 1,6 millions d'euros pour la période de 2014-2020. Tous ces éléments contribuent à faire Cannes, à raconter son histoire, à montrer sa beauté.

C'est pour les valoriser que j'ai engagé une démarche de classement de la baie de Cannes et de son archipel Lérinien au patrimoine mondial de l'Unesco.

Enfin, ce patrimoine, ce sont nos quartiers, leur spécificité, leur caractère propre, avec leurs bâtiments qui témoignent tous d'une certaine époque qui a façonné notre ville, et que le nouveau Plan Local d'Urbanisme que nous avons révisé vient protéger et sanctuariser, tel le Suquet.

C'est pourquoi aussi il faut que **cesse dans le pays le massacre de nos paysages et de nos commerces** par les tentaculaires centres commerciaux dits périurbains. Ce sont les résidus d'une vision datée. Ils défigurent et déciment nos espaces naturels, imperméabilisent les sols, dévitalisent les centres villes, les quartiers et les villages, des commerces de proximité et finalement dévitalisent la communauté nationale en transformant les flux humains en simples consommateurs. La communauté, c'est la rencontre libre dans l'espace public. C'est pourquoi je combats cette proliférations que ce soit le **Village des Marques au Muy ou encore l'Open Sky de Valbonne Sophia Antipolis** en plein cœur de la Valmasque pour une surface cumulée délirante de 166 318 mètres carrés sur ces deux seuls projets.

Je le redis, ce modèle est obsolète, surtout à l'heure du commerce numérique, lui aussi porteur d'opportunités mais aussi de dangers : un accès immédiat au produit depuis un écran, l'excès d'emballage, l'empreinte carbone du transport, etc.

Refaire communauté, c'est donc **revitaliser nos centre-ville et quartiers**, des espaces de vie à taille humaine, et pour cela autant que pour la qualité de vie des habitants, c'est rénover, transformer, embellir nos quartiers comme nous l'avons fait du nord au sud, de l'est à l'ouest, encore récemment en plein cœur de **Cannes La Bocca, la rue Félix Faure, le boulevard Gazagnaire, le bord de mer du Boulevard du Midi et Jean Hibert dans le cadre de Boccacabana**, la création de **pistes cyclables** pour un linéaire total désormais de 15 kilomètres, l'extension des plages de la Croisette, le développement de la desserte en transport en commun, un stationnement facilité dans les **parkings** de de la ville qui avaient été privatisés en 1995 et que nous avons repris en gestion en y appliquant des tarifs très attractifs, avec 6 heures de gratuité le week-end, avec 2 heures gratuites une fois par semaine, avec la première heure gratuite à chaque entrée, et 30 minutes gratuites pour le stationnement payant sur la voirie.

Cette revitalisation passe aussi par la création de manifestations et animations en lien avec les associations de commerçants telles que les Nocturnes estivales, les squares dansants, corsos fleuris le village de Noël, le Suquet des Arts, mais aussi en confortant les événements internationaux et en en créant de nouveaux comme CanneSeries.

Refaire communauté, dans un pays où de fortes disparités fracturent chaque jour un peu plus le corps social comme en a témoigné la crise des « Gilets Jaunes » à ses débuts, c'est faire en sorte que **chacun se sente à sa place**, trouve sa place, dispose de sa place, à commencer par les personnes à mobilité réduite.

Nous avons créé une aire de jeux accessible aux enfants en situation de handicap, renforcé l'accessibilité de la voirie et des bâtiments publics, intensifié la lutte contre les fraudes aux cartes GIC / GIC, installé des rampes d'accès au plan d'eau sur les plages du littoral.

Que **chacun trouve sa place**, c'est aussi encourager l'effort, récompenser à son juste niveau le mérite, pratiquer une authentique justice sociale. A Cannes, elle se concrétise au côté du tissu associatif local soutenu par les finances publiques, à travers le CCAS et le GIP Cannes Bel Âge. C'est être présent au côté de nos aînés, notamment les plus modestes pour favoriser le maintien à domicile grâce à une allocation de téléassistance dont bénéficient 50 Cannois aux faibles revenus. C'est la gratuité du transport en commun pour les séniors de plus de 65 ans non imposables. C'est enfin la mise en place du dispositif des « Autos du cœur » pour aider les chômeurs à chercher et garder un emploi en mettant à leur disposition un véhicule à seulement 2 euros par jour pendant toute leur période d'essai. Bref, notre politique sociale vise à protéger et à permettre à chacun d'accéder à l'autonomie. C'est le contraire de l'assistanat. C'est la solidarité qui protège, émancipe et responsabilise le citoyen.

Refaire communauté nationale, mes amis, c'est finalement ce que nous avons vécu au milieu de la **tragédie des inondations de 2015** où nous avons vu des personnes qui ne se connaissaient pas, qui n'habitaient pas le même quartier les uns des autres venir s'entraider spontanément, où nous avons vu des jeunes venir aider des familles ou personnes âgées sinistrées à nettoyer leur logement dévasté, où nous avons vu des bénévoles se mobiliser au côté des services municipaux pour nettoyer la voirie, où nous avons vu des personnes apporter du linge, de l'électroménager à destination de ceux qui avaient tout perdu, où nous avons vu des actes de courage et de bravoure qui ont permis de sauver des vies sans distinction d'origine, d'âge, ou quoi que ce soit mais poussés par l'élan civique. Je ne l'oublierai jamais, jamais.

Refaire communauté, dans un pays qui peine à élever sa croissance au-delà de 1,6% en 2018, c'est **construire l'avenir de nos jeunes** pour en faire des êtres de raison, de distanciation, notamment en matière d'apport culturel grâce aux ateliers philo et l'initiation au grec et au latin dans les écoles élémentaires, en apportant un programme 100% Education Artistique et Culturelle dans les écoles, les collèges et lycées de Cannes. Et je vous l'annonce : nous allons lancer dans le cadre périscolaire une action municipale pour apprendre à nos enfants à maîtriser l'utilisation des écrans.

C'est aussi une démarche **d'égalité des chances** en développant une offre de formations conforme aux besoins du marché et à la vocation de Cannes dans les métiers de l'image, de la créativité et de la communication, tel le **campus universitaire** que nous sommes en train de construire à Bastide Rouge, des structures d'accompagnement à la création d'entreprises comme **CréACannes** qui propose des ateliers et networking pour

les entrepreneurs, la **pépinière d'entreprises** et la future cité des entreprises dans le cadre du Technopôle de Cannes La Bocca.

Refaire communauté nationale, c'est se projeter ensemble dans l'avenir, **avoir un dessein collectif pour un destin commun**.

Je pense notamment à une espérance partagée sur le plan de **l'écologie**, véritable enjeu planétaire dont nous avons tous à être acteur à l'échelon local. Pour agir pour la biodiversité et contre le réchauffement climatique, avec la qualité de l'air et de nos sous-sols comme des océans et des mers, nous avons à notre niveau individuel et collectif l'urgente nécessité de nous sentir concernés et d'agir concrètement par le respect du tri sélectif, par la disparition des couverts en plastique dans nos kiosques du bord de mer, en luttant contre les mégots sur la voie publique qui terminent dans la mer, en préservant notre littoral, nos fonds marins, sa faune et sa flore.

J'ai à ce titre proposé au Premier ministre **d'étendre les pouvoirs de police du maire sur le plan d'eau** afin de lutter notamment contre les pollutions générées par les grands paquebots de croisière. Nous devons mener ce combat de façon rationnelle, déterminée, concrète pour une écologie de progrès, positive, et non démagogique et obscurantiste. Ne tombons pas dans la niaiserie, l'infantilisme, et la communication émotionnelle. Quand je vois que l'Assemblée Nationale a invité la jeune lycéenne suédoise **Greta Thunberg** aux Questions au Gouvernement, faisant dire à ces parlementaires que cette audition pourrait aboutir à une « initiative législative pour concrétiser l'état d'urgence climatique et écologique ».

Que la France oriente plutôt sa politique étrangère pour faire respecter et appliquer les accords de Paris. Je dis oui à la lutte rationnelle contre le réchauffement climatique, et non à l'infantilisation obscurantiste, la moraline et l'écologie par la peur. L'Assemblée nationale s'est couverte de ridicule. L'écologie a besoin de savants, pas d'une ado qui appelle à sécher les cours. Je suis le premier à soutenir l'investissement de la jeunesse dans le processus consultatif, c'est d'ailleurs pour cela qu'au plan local nous avons créé le Conseil Municipal des Jeunes Cannois, mais où sont nos scientifiques, nos chercheurs, nos climatologues, n'ont-ils pas une vision plus concrète et pragmatique de la situation et de ses solutions susceptibles de faire loi ?

Une société qui ne fait plus la différence entre la vision idéaliste d'un enfant et le travail scientifique et expérimentés, est une société qui s'infantilise et dégénère. Nous avons besoin d'une **écologie positive** qui repose sur des données, des expertises solides et reconnues, et des actions concrètes.

L'espérance commune, c'est aussi de créer des **filières économique et sociale** d'avenir telle que **Cannes on Air** qui se traduit notamment par l'installation dans notre ville du premier moteur de recherche européen (Qwant), par une politique de tournage renforcée avec, en 2018, 562 jours de tournage dans notre ville avec des

retombées économiques estimées à 193,5 millions d'euros, contre 128 tournages en 2015, par la création de nouveaux espaces dédiés à la création audiovisuelle dans les locaux de du Comptoir Provençal du Verre, en prévoyant la création d'une **zone d'activités consacrée à l'économie créative** avec notamment la réalisation de plateaux de tournage sur l'ex-site d'Ansaldobreda à La Bocca. Enfin, le projet que nous lançons de création d'un grand Musée international du Cinéma, un grand espace muséographique international dédié au septième art, à la fois culturel, artistique et ludique, interactif et grand public, et touristique, qui valorisera notre patrimoine en la matière.

Mes chers amis, notre responsabilité dépasse notre époque. Elle nous force à agir chaque jour pour les générations futures. Quel monde, quel pays, quelle ville allons-nous laisser à nos enfants ? C'est tout le sens de notre action municipale : préparer l'avenir de notre jeunesse, agir chaque jour avec cette conviction évidente que nous ne sommes que de passage, que notre responsabilité est de construire maintenant l'avenir, de porter une ambition, une volonté, une vision tout en gérant les problématiques du quotidien.

Oui mes amis c'est cela faire communauté, c'est exercer la solidarité du groupe, et elle est belle la communauté citoyenne cannoise ; je suis fier et honoré d'en être le maire.

Mes chers amis, **refaire communauté nationale**, c'est tout simplement **faire sens et faire lien, être enraciné et accueillant, être fidèle et tourné vers l'avenir**. C'est retrouver le sentiment d'appartenance à un peuple, à une nation, à une civilisation.

Le peuple de France, dans la réalité de sa diversité culturelle, a ce travail à faire pour se réconcilier avec lui-même, son identité, et porter un avenir commun ; c'est faire vivre à travers les générations une culture, une langue, une histoire commune ; c'est porter en soi ces trois mots de liberté, d'égalité et de fraternité qui disent tout de ce que doit être notre mode de vie. C'est s'ouvrir aux autres sans rien renier de ce que nous sommes. C'est défendre partout où elle est menacée la dignité de l'homme, son indépendance, sa croissance, son épanouissement. C'est adhérer ensemble à la même République, à la seule République, la placer au-dessus de tout autre règle ou discours dogmatiques.

C'est **aimer notre pays**, être fiers de son passé, croire en son avenir. C'est lui donner en premier sans rien attendre en retour, comme nos aînés qui ont été capables du plus grand sacrifice, celui de leur vie, pour que nous vivions de cet héritage culturel et civilisationnel.

Mes chers amis, en ce 14 juillet, jour de notre fête nationale, prenons ici l'engagement de porter une espérance pour nous-mêmes et les générations futures, de ne pas céder à la facilité des discours démagogiques du mythe

de l'âge d'or et du retour aux années 60, et parallèlement, à ceux qui en disant « en même temps » imaginent que tout est interchangeable, que tout se vaut.

Notre histoire n'est pas ordinaire. La France n'est pas ordinaire.

Notre vie ne peut pas être ordinaire. Sachons être à la hauteur de ce que la Grande Histoire a fait de nous, de notre peuple, de notre Nation, et toujours dignes de ce que nos aînés ont su entreprendre pour qu'à travers les siècles, à travers les régimes, la France fut la France.

Refaisons communauté nationale.

Là est le sens de notre vie civique, là est l'essence de notre citoyenneté. Ensemble renforçons notre République pour que demain elle guide encore les pas de nos enfants.

Vive Cannes ! Vive la République ! Vive la France !